

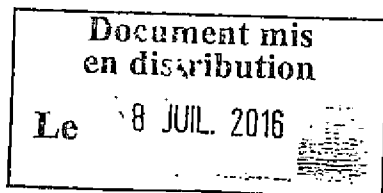
ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie, des finances,  
du budget et de la fonction publique

Papeete, le 8 juillet 2016

N° 99-2016

RAPPORT



relatif à un projet de délibération relative à la déclaration  
sommaire polynésienne (D.S.P.),

présenté au nom de la commission de l'économie, des  
finances, du budget et de la fonction publique,

par les représentants M<sup>me</sup> Armelle MERCERON et  
M. Antonio PEREZ

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4125/PR du 17 juin 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération relative à la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.).

Le code des douanes de Polynésie française encadre actuellement, dans son titre III « Conduite des marchandises en douane », la prise en charge douanière des marchandises importées et/ou exportées par voie maritime ou aérienne.

Dans le cadre de la mise en place du nouveau système informatique rénové couvrant l'ensemble de la chaîne de dédouanement et instaurant des formalités douanières dématérialisées, Fenua Import-Export (F.E.N.I.X.), il est proposé la mise en place d'une déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) dématérialisée.

Cette déclaration prend la forme du document administratif unique polynésien (D.A.U.P.). Elle a vocation à encadrer la conduite et la mise en douane de la marchandise et se situe en amont des opérations de dédouanement.

Les énonciations que la D.S.P. devra comporter et qui seront fixées par arrêté en conseil des ministres sont déjà largement en possession des opérateurs. En effet, elles figurent dans le manifeste. Il ressort des discussions entre les transporteurs, leurs représentants et la direction régionale des douanes, que les opérateurs les fournissent déjà ou sont à même de les communiquer, via leur propre système informatique. Il s'agit principalement de données relatives au pays de provenance ou de destination de la marchandise, à l'identification de l'opérateur, aux caractéristiques du moyen de transport (aérien, maritime), au mode de conditionnement de la marchandise (référence du conteneur, nombre de colis) et à sa désignation précise.

Cette nouvelle déclaration, déposée par voie électronique, présente un double intérêt :

✓ D'une part, d'alléger et de simplifier les formalités douanières ;

En effet, les informations figurant dans la D.S.P. serviront aussi à la déclaration en détail dématérialisée, dispensant ainsi l'importateur ou l'exportateur d'une double saisie.

- ✓ D'autre part, de rendre plus efficaces les contrôles douaniers dans la mesure où le ciblage mesurant le « risque » aura été fait de manière plus précise et potentiellement par anticipation, avant l'arrivée des marchandises et donc le dépôt de la déclaration en détail.

Cette analyse de risque et les contrôles éventuels pourront alléger les vérifications qui pourraient avoir lieu.

\*  
\* \*

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

#### LES RAPPORTEURS

Armelle MERCERON

Antonio PEREZ

**Projet de délibération relative à la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.)**

(Lettre n° 4125/PR du 17-6-2016)

DISPOSITIONS DU CODE DES DOUANES EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<p>TITRE III CONDUITE DES MARCHANDISES EN DOUANE</p> <p>CHAPITRE 1<sup>er</sup> – IMPORTATION</p> <p>SECTION I – TRANSPORT PAR MER</p> <p>Article 54</p> <p>1.- Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du navire dans le port, le capitaine doit déposer au bureau de douane :</p> <p>a - A titre de déclaration sommaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le manifeste de la cargaison avec, le cas échéant, sa traduction authentique ;</li> <li>- les manifestes spéciaux de provisions de bord et des marchandises de pacotille appartenant aux membres de l'équipage.</li> </ul> <p>b - Les chartes-parties ou connaissements, acte de nationalité et tous autres documents qui pourront être exigés par le service des douanes en vue de l'application des mesures douanières.</p> <p>2.- La déclaration sommaire doit être déposée même lorsque les navires sont sur lest.</p> <p>3.- Le délai de vingt-quatre heures prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus ne court pas les dimanches et jours fériés.</p>	<p>TITRE III CONDUITE ET MISE EN DOUANE DES MARCHANDISES</p> <p>CHAPITRE 1<sup>er</sup> – IMPORTATION</p> <p>SECTION I – TRANSPORT PAR MER</p> <p>Article 54</p> <p>1.- Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du navire dans le port, le capitaine ou son représentant :</p> <p>a- Doit tenir à la disposition du bureau de douane à titre de déclaration sommaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le manifeste de la cargaison avec, le cas échéant, sa traduction authentique ;</li> <li>- les manifestes spéciaux de provisions de bord et des marchandises de pacotille appartenant aux membres de l'équipage ;</li> <li>- les chartes-parties ou connaissements, acte de nationalité et tous autres documents qui pourront être exigés par le service des douanes en vue de l'application des mesures douanières.</li> </ul> <p>b- Doit déposer au bureau de douane, à titre de conduite et mise en douane, la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.).</p> <p>Elle est déposée par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. Sa forme, ses énonciations et ses modalités de dépôt sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>Elle est authentifiée par la personne qui l'établit.</p> <p>La déclaration transmise par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. est considérée comme déposée au moment de sa réception par les autorités douanières. Ce dépôt emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt d'une déclaration faite par écrit, signée et ayant le même objet. Il vaut engagement en ce qui concerne l'exactitude des énonciations de la déclaration.</p> <p>2.- La déclaration sommaire mentionnée au point a- du présent article doit être en possession des capitaines ou leurs représentants, même lorsque les navires sont sur lest.</p> <p>3.- Le délai de vingt-quatre heures prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus ne court pas les dimanches et jours fériés.</p>
SECTION II – TRANSPORTS PAR VOIE AERIEENNE	SECTION II – TRANSPORTS PAR VOIE AERIEENNE
<p>Article 59</p> <p>1.- Le commandant de l'aéronef doit présenter les manifestes prévus à l'article 54 a) ci-dessus aux agents des douanes à la première réquisition.</p> <p>2.- Il doit remettre ce document, à titre de déclaration sommaire, au bureau de douane de l'aéroport avec, le cas échéant, sa traduction authentique, dès l'arrivée de l'appareil, ou, si l'appareil arrive avant l'ouverture du bureau, dès cette ouverture.</p>	<p>Article 59</p> <p>Dès l'arrivée de l'appareil, le commandant de l'aéronef ou son représentant :</p> <p>1.- Doit être en possession à titre de déclaration sommaire des manifestes prévus à l'article 54 - 1 a) ci-dessus.</p> <p>2.- Doit déposer par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. au bureau de douane la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) mentionnée à l'article 54 - 1 b).</p>

CHAPITRE II – EXPORTATION	CHAPITRE II – EXPORTATION
<p style="text-align: center;"><b>Article 62</b></p> <p>Les marchandises destinées à être exportées doivent être conduites à un bureau de douane pour y être déclarées en détail.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 62</b></p> <p>Les marchandises destinées à être exportées doivent être conduites à un bureau de douane pour y être déclarées en détail.</p> <p>Elles font l'objet d'une déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) à titre de conduite et mise en douane.</p> <p>La déclaration est déposée par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. Sa forme, ses énonciations et ses modalités de dépôt sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>Elle est authentifiée par la personne qui l'établit.</p> <p>La déclaration transmise par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. est considérée comme déposée au moment de sa réception par les autorités douanières. Ce dépôt emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt d'une déclaration faite par écrit, signée et ayant le même objet. Il vaut engagement en ce qui concerne l'exactitude des énonciations de la déclaration.</p>
<p style="text-align: center;">TITRE IV OPERATIONS DE DEDOUANEMENT</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE IV – ENLEVEMENT DES MARCHANDISES</p> <p style="text-align: center;">SECTION III – EMBARQUEMENT ET CONDUITE A L'ETRANGER DES MARCHANDISES DESTINEES A L'EXPORTATION</p>	<p style="text-align: center;">TITRE IV OPERATIONS DE DEDOUANEMENT</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE IV – ENLEVEMENT DES MARCHANDISES</p> <p style="text-align: center;">SECTION III – EMBARQUEMENT ET CONDUITE A L'ETRANGER DES MARCHANDISES DESTINEES A L'EXPORTATION</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 96</b></p> <p>1.- Aucun navire, chargé ou sur lest, ne peut sortir du port avant accomplissement des formalités douanières et sans être muni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des expéditions de douane concernant le navire lui-même et sa cargaison ;</li> <li>- d'un manifeste visé par la douane.</li> </ul> <p>2.- Le manifeste, les connaissements et les expéditions de douane doivent être représentés à toute réquisition des agents des douanes.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 96</b></p> <p>1.- Aucun navire, chargé ou sur lest, ne peut sortir du port avant accomplissement des formalités douanières et sans être muni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des expéditions de douane concernant le navire lui-même et sa cargaison ;</li> <li>- d'un manifeste visé par la douane ;</li> <li>- d'une déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) déposée par voie électronique dans le système F.E.N.I.X., telle que prévue aux articles 54, 59 et 62 du présent code des douanes et dont la forme, les énonciations et les modalités de dépôt sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.</li> </ul> <p>Elle est authentifiée par la personne qui l'établit.</p> <p>La déclaration transmise par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. est considérée comme déposée au moment de sa réception par les autorités douanières. Ce dépôt emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt d'une déclaration faite par écrit, signée et ayant le même objet. Il vaut engagement en ce qui concerne l'exactitude des énonciations de la déclaration.</p> <p>2.- Le manifeste, les connaissements, les expéditions de douane et la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) à vocation de prise en charge doivent être présentés à toute réquisition des agents des douanes.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 98</b></p> <p>1.- Les aéronefs civils et militaires qui sortent du territoire douanier ne peuvent prendre leur vol que des aéroports douaniers.</p> <p>2.- Les mêmes dispositions que celles prévues par les articles 57 § 1, 58, 59 § 1 et 60 du présent code sont applicables auxdits aéronefs et à leurs cargaisons.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 98</b></p> <p>1.- Les aéronefs civils et militaires qui sortent du territoire douanier ne peuvent prendre leur vol que des aéroports douaniers.</p> <p>2.- Les mêmes dispositions que celles prévues par les articles 57 §1, 58, 59 et 60 du présent code sont applicables auxdits aéronefs et à leurs cargaisons.</p>

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DDI1600367DL

**DÉLIBÉRATION N° 2016-68/APF**

**DU 22 JUILLET 2016**

---

relative à la déclaration sommaire polynésienne  
(D.S.P.)

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la loi du pays n° du portant création et organisation d'un système de dédouanement dématérialisé - Fenua Import Export (F.E.N.I.X.) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 17 juin 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2200/2016/APF/SG du 15 juillet 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 99-2016 du 8 juillet 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 22 juillet 2016 ;

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Le titre III de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

*« Titre III – Conduite et mise en douane des marchandises »*

**Article 2.**- L'article 54 de la section I du chapitre I<sup>er</sup> du Titre III de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

*« Article 54.-*

*1.- Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du navire dans le port, le capitaine ou son représentant :*

*a- Doit tenir à la disposition du bureau de douane à titre de déclaration sommaire :*

- le manifeste de la cargaison avec, le cas échéant, sa traduction authentique ;*
- les manifestes spéciaux de provisions de bord et des marchandises de pacotille appartenant aux membres de l'équipage ;*
- les chartes-parties ou connaissements, acte de nationalité et tous autres documents qui pourront être exigés par le service des douanes en vue de l'application des mesures douanières.*

*b- Doit déposer au bureau de douane, à titre de conduite et mise en douane, la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.).*

*Elle est déposée par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. Sa forme, ses énonciations et ses modalités de dépôt sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.*

*Elle est authentifiée par la personne qui l'établit.*

*La déclaration transmise par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. est considérée comme déposée au moment de sa réception par les autorités douanières. Ce dépôt emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt d'une déclaration faite par écrit, signée et ayant le même objet. Il vaut engagement en ce qui concerne l'exactitude des énonciations de la déclaration.*

- 2.- La déclaration sommaire mentionnée au point a- du présent article doit être en possession des capitaines ou leurs représentants, même lorsque les navires sont sur lest.*
- 3.- Le délai de vingt-quatre heures prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus ne court pas les dimanches et jours fériés. »*

**Article 3.-** L'article 59 de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du Titre III de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

*« Article 59.-*

*Dès l'arrivée de l'appareil, le commandant de l'aéronef ou son représentant :*

- 1.- Doit être en possession à titre de déclaration sommaire des manifestes prévus à l'article 54 - 1 a) ci-dessus.*
- 2.- Doit déposer par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. au bureau de douane la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) mentionnée à l'article 54 - 1 b). »*

**Article 4.-** L'article 62 du chapitre II du Titre III de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

*« Elles font l'objet d'une déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) à titre de conduite et mise en douane.*

*La déclaration est déposée par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. Sa forme, ses énonciations et ses modalités de dépôt sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.*

*Elle est authentifiée par la personne qui l'établit.*

*La déclaration transmise par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. est considérée comme déposée au moment de sa réception par les autorités douanières. Ce dépôt emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt d'une déclaration faite par écrit, signée et ayant le même objet. Il vaut engagement en ce qui concerne l'exactitude des énonciations de la déclaration. »*

**Article 5.-** L'article 96 de la section III du chapitre IV du Titre IV de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

*« Article 96.-*

- 1.- Aucun navire, chargé ou sur lest, ne peut sortir du port avant accomplissement des formalités douanières et sans être muni :*
  - des expéditions de douane concernant le navire lui-même et sa cargaison ;*
  - d'un manifeste visé par la douane ;*
  - d'une déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) déposée par voie électronique dans le système F.E.N.I.X., telle que prévue aux articles 54, 59 et 62 du présent code des douanes et dont la forme, les énonciations et les modalités de dépôt sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.*

*Elle est authentifiée par la personne qui l'établit.*

*La déclaration transmise par voie électronique dans le système F.E.N.I.X. est considérée comme déposée au moment de sa réception par les autorités douanières. Ce dépôt emporte les mêmes effets juridiques que le dépôt d'une déclaration faite par écrit, signée et ayant le même objet. Il vaut engagement en ce qui concerne l'exactitude des énonciations de la déclaration.*

- 2.- *Le manifeste, les connaissements, les expéditions de douane et la déclaration sommaire polynésienne (D.S.P.) à vocation de prise en charge doivent être présentés à toute réquisition des agents des douanes. »*

**Article 6.-** Le paragraphe 2 de l'article 98 de la section III du chapitre IV du Titre IV de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

« 2.- *Les mêmes dispositions que celles prévues par les articles 57 §1, 58, 59 et 60 du présent code sont applicables auxdits aéronefs et à leurs cargaisons. »*

**Article 7.-** La présente délibération est applicable à compter de la date d'entrée en vigueur des arrêtés pris pour son application.

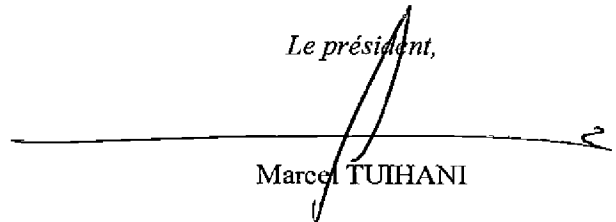
**Article 8.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*



Lois SALMON-AMARU

*Le président,*



Marcel TUIHANI